



Message du

Dr Ahmed Al-Mandhari

Directeur régional

de l'OMS pour la Méditerranée orientale

à l'occasion de la

Journée mondiale du sida

1^{er} décembre 2019



Organisation
mondiale de la Santé

BUREAU RÉGIONAL DE LA Méditerranée orientale

Depuis que les premiers cas de VIH ont été signalés il y a près de 40 ans, des efforts ont été déployés aux niveaux mondial, régional et national pour lutter contre l'épidémie de VIH. Durant cette période, les données probantes sur l'efficacité des interventions se sont multipliées, améliorant notre capacité à prévenir l'infection ainsi qu'à prendre en charge et traiter les personnes vivant avec le VIH, et à contrôler la propagation du virus. En conséquence, les dirigeants mondiaux ont pu s'engager à mettre fin au sida à l'horizon 2030 dans le cadre des objectifs de développement durable, et notamment du troisième de ces objectifs. Comme jalon sur la voie de la réalisation de cet objectif, ils ont également fixé les cibles 90-90-90 : faire en sorte que 90 % des personnes vivant avec le VIH soient diagnostiquées, que 90 % des personnes diagnostiquées reçoivent un traitement et que 90 % des personnes recevant un traitement connaissent une suppression de leur charge virale, le tout d'ici 2020.

Cette année, la Journée mondiale du sida a lieu juste avant cette date butoir de 2020. Elle représente donc l'occasion idéale de faire le point et d'évaluer à la fois nos réalisations et nos lacunes en matière de prévention, de traitement et de soins du VIH.

Malheureusement, la Région de la Méditerranée orientale connaît une épidémie en rapide expansion. Alors que le taux mondial de nouvelles infections est en baisse depuis 2015, notre Région a connu une augmentation de 32 % pour les nouvelles infections à VIH et de 63 % pour les décès liés au sida par rapport à 2010. Les pays doivent intensifier leurs efforts de prévention pour faire face à cette augmentation des nouvelles infections. Il y a un énorme manque à combler en ce qui concerne les tests de dépistage dans la Région si l'on veut atteindre la première cible de 90 % : diagnostiquer ce pourcentage de personnes vivant avec le VIH. Sur les 400 000 personnes vivant avec le VIH estimées, seulement 127 000 personnes (32 %) étaient conscientes de leur séropositivité fin 2018, ce qui laisse près de 273 000 personnes non diagnostiquées. Cette situation est très inquiétante compte tenu du risque qu'elles puissent transmettre le virus à d'autres personnes sans le savoir. En outre, 79 % des personnes vivant avec le VIH ne reçoivent pas le traitement antirétroviral vital dont elles ont besoin.

Le principal facteur qui contribue à cette crise du traitement est le faible recours aux services de conseil et de dépistage du VIH. En particulier, les populations clés à risque élevé de VIH – à savoir les personnes qui s'injectent des drogues, les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les professionnel(le)s du sexe, les personnes transgenres et les détenus – n'ont toujours pas accès aux services de conseil et de dépistage disponibles.

Les populations clés les plus touchées par l'épidémie souffrent souvent de co-infections qui ont des modes de transmission communs similaires (hépatites B et C et infections sexuellement transmissibles) ou qui sont liées aux conditions de vie de ces populations et à une diminution de l'immunité, comme la tuberculose par exemple. Et comme tout un chacun, les personnes vivant avec le VIH ont souvent des besoins de santé qui vont au-delà de leur infection par le VIH ou de leurs vulnérabilités.

Nous prenons d'importantes mesures pour aider les pays à atteindre l'objectif de la couverture sanitaire universelle (CSU) et à faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte. La CSU signifie que toute personne a accès à des soins et à des traitements sûrs et efficaces sans subir de difficultés financières. Nos interventions pour mettre fin à l'épidémie de sida doivent être considérées dans ce contexte. Les services de lutte contre le VIH doivent être pleinement intégrés dans les services de soins de santé primaires de chaque pays. Cela permettra de maximiser les efforts pour atteindre tout le monde, d'éviter les occasions manquées de diagnostiquer les personnes qui ne connaissent pas leur statut sérologique et de les relier au traitement et aux soins nécessaires, et de réduire la stigmatisation à l'encontre des personnes vivant avec le VIH. L'intégration des services signifie que le système de santé peut répondre aux besoins de santé de chaque individu d'une manière cohérente et complète, au lieu de se concentrer sur son infection à VIH.

Il est temps de sortir la prévention, le diagnostic, le traitement et les soins du VIH de l'isolement. Les personnes vivant avec le VIH et les personnes les plus à risque ont le droit d'être traitées comme toute autre personne dans un système de soins de santé complet, sans stigmatisation, transparent et facilement accessible. Conformément à la vision de l'OMS de la Santé pour tous et par tous dans la Région de la Méditerranée orientale, j'appelle tout un chacun – l'OMS, nos États Membres, nos partenaires nationaux et internationaux et la société civile – à commencer à progresser vers la fourniture de services de lutte contre le VIH intégrés dans le contexte des services de soins de santé primaires.

#IntegrateHIVservices